

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 03017 Numéro SIREN : 408 129 963 Nom ou dénomination : ROND POINT IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 20/06/2022 sous le numéro de dépôt 65393



61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX



63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ROND POINT IMMOBILIER

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

PricewaterhouseCoopers Audit
Société par actions simplifiée
Siège social : 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine
Cedex
Capital de 40 000 Euros – RCS Nanterre 348 058 165

ROND POINT IMMOBILIER

Société par actions simplifiée
RCS : Paris 408129963

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société ROND POINT IMMOBILIER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ROND POINT IMMOBILIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe a) de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les modalités d'évaluation et de dépréciation des immobilisations financières figurant à l'actif du bilan de votre société.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations ainsi que les informations fournies dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 20 mai 2022

PricewaterhouseCoopers Audit

Neuilly-Sur-Seine, le 20 mai 2022

Romain Maudry

Associé

Edouard Demarcq

Associé

ROND POINT IMMOBILIER SAS

**9 rond-point des Champs-Élysées
Marcel Dassault
75008 Paris**

Comptes annuels au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales-faits caractéristiques	8
Règles et méthodes comptables	9
Immobilisations	10
Provisions et dépréciations	11
Créances et dettes	12
Explication concernant certains postes du bilan	13
Charges à payer	14
Produits à recevoir	15
Composition du capital social	16
Variation des capitaux propres	17
Explications concernant certains postes compte de résultat	18
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	19

Engagements financiers et autres informations

Situation fiscale différée et latente	21
Liste des filiales et participations	22
Tableau de financement	23

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	5 990 598		5 990 598	2 353 741
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	54 651		54 651	28 763
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	6 045 250		6 045 250	2 382 503
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 087 432 209		1 087 432 209	1 083 769 463

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 343 024 000)	343 024 000	343 024 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	34 302 400	34 302 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	400 054 317	599 749 870
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	292 352 988	91 874 847
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 069 733 705	1 068 951 117
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 399 492	13 399 492
PROVISIONS	13 399 492	13 399 492
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	302 124	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 168	3 120
Dettes fiscales et sociales	2 693 720	315 734
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 300 000	1 100 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	4 299 012	1 418 854
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 087 432 209	1 083 769 463

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			1	1
PRODUITS D'EXPLOITATION			1	1
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			6 617	10 373
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			6 617	10 373
RESULTAT D'EXPLOITATION			-6 616	-10 373
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			296 271 337	93 179 047
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			10 349	3 741
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			296 281 685	93 182 787
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			296 281 685	93 182 787
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			296 275 069	93 172 415

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	3 922 081	1 297 568
TOTAL DES PRODUITS	296 281 686	93 182 788
TOTAL DES CHARGES	3 928 698	1 307 941
BENEFICE OU PERTE	292 352 988	91 874 847

Annexe

Informations générales-faits caractéristiques

INFORMATIONS GENERALES

La société ROND POINT IMMOBILIER a été constituée à l'origine, sous forme de société civile le 2 juillet 1996.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 19 décembre 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiées.

L'exercice a une durée de 12 mois.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a versé à ses actionnaires 291,6 M€ de dividendes prélevés sur son bénéfice distribuable.

Elle a par ailleurs perçu de sa filiale GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT un dividende de 296,3 M€.

La société a pour principal actif des titres de participation dans la société GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT, dont elle détient 59.32% du capital.

La société ROND POINT IMMOBILIER n'a, toutefois, pas à établir de comptes consolidés, tant en normes IFRS qu'en normes françaises, dans la mesure où elle ne contrôle pas la société GIMD compte tenu des règles de gouvernance en vigueur dans la société.

Impact de l'épidémie de Coronavirus

Les comptes au 31 décembre 2021 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié à la Covid-19 qui ne nous permet pas à ce stade de connaître l'impact définitif sur la marche de nos affaires. La crise sanitaire et les mesures prises pour lutter contre la Covid-19 continuent d'affecter les économies et les marchés du monde entier.

CHIFFRES DE L'EXERCICE

Total du bilan (euros) :	1 087 432 209 €
--------------------------	-----------------

Résultat net comptable (euros) :	292 352 988 €
----------------------------------	---------------

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont établis conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Générale, dans sa version en vigueur au 31 décembre 2021.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond à la valeur probable de réalisation ou à la valeur d'utilité.

b) Créances

Les créances sont comptabilisées pour la valeur nominale. Une provision est constituée en cas de difficulté de recouvrement.

c) Impôts différés

La société applique la méthode de l'impôt différé.

L'impôt différé relatif aux plus-values d'échange de titres de participation intervenus antérieurement au niveau de GIMD, est comptabilisé en provision pour impôts.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois sur l'exercice 2002, le changement de méthode a été calculé à cette date de manière rétrospective.

Depuis lors, la provision pour impôts est actualisée en cas de changement des modalités d'imposition des plus-values à long terme, en sursis, dans la société.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 081 386 959		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 081 386 959		
TOTAL GENERAL	1 081 386 959		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 081 386 959	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 081 386 959	
TOTAL GENERAL			1 081 386 959	

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	13 399 492			13 399 492
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	13 399 492			13 399 492
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	13 399 492			13 399 492
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses				
Groupe et associés		5 990 598	9 198	5 981 401
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL GENERAL		5 990 598	9 198	5 981 401
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine		302 124	302 124		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		3 168	3 168		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat : impôt sur les bénéfices		2 693 720	2 693 720		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée					
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		1 300 000	1 300 000		
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL GENERAL		4 299 012	4 299 012		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

**Explication concernant certains
postes du bilan****CREANCES**

Elles sont constituées des avances en compte courant consenties à la société Groupe Industriel Marcel Dassault pour 5 981 401 € et des intérêts courus à percevoir pour 9 198 €.

DETTES

Elles représentent essentiellement les liquidités avancées par la société Groupe Industriel Marcel Dassault dans le cadre d'une convention de trésorerie pour 1 300 000 €.

Charges à payer

Libellé	31/12/2021
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
FOURNISSEURS/FACT. NON PARVENUES	3 168,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	3 168,00
TOTAL CHARGES A PAYER	3 168,00

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2021
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
DEBITEURS DIVERS : PROD. A RECEVOIR	9 197,91
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	9 197,91
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	9 197,91

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	42 878 000			8

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 068 951 117
Distributions sur résultats antérieurs		291 570 400
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		777 380 717
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		292 352 988
	SOLDE	292 352 988
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		1 069 733 705

Explications concernant certains postes compte de résultat

PRODUITS FINANCIERS :

Les produits financiers correspondent :

- Aux intérêts se rapportant à la convention d'avance en compte courant conclue avec la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 10 349 €.
- Aux dividendes reçus de la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 296 271 337 €.

HONORAIRES :

Les honoraires des Commissaires aux Comptes certifiant les comptes de ROND POINT IMMOBILIER au 31 décembre 2021 comptabilisés en charges sur l'exercice 2021 sont de 3 168€ pour Mazars et PWC.

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	296 275 069	3 922 081	292 352 988
RESULTAT COMPTABLE	296 275 069	3 922 081	292 352 988

Engagements Financiers et Autres Informations

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	

IMPOT DU SUR : Quote-part de frais et charges résultant des plus values nettes d'échange de titres de participation du secteur exonéré, CREDIT A IMPUTER SUR : Déficits reportables Moins-values à long terme	13 399 492
SITUATION FISCALE LATENTE NET	13 399 492

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT	512 851 968 4 045 612 661	59 296 271 337	1 081 386 959 1 081 386 959	5 981 400	18 732 896 180 484 819
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AUTRES PARTICIPATIONS					

Tableau de financement

Emplois	Exercice N	Exercice N-1	Ressources	Exercice N	Exercice N-1
Distributions mises en paiement en cours d'exercice	291 570 400	91 758 920	Capacité d'autofinancement de l'exercice	292 352 988	91 874 847
Acquisitions élmts actif immob.			Cessions élmts actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles			- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles			- Immobilisations corporelles		
- Immobilisations financières			- Immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Augmentation capitaux propres		
Réduction capitaux propres			- Capital ou apports		
			- Autres capitaux propres		
Remboursst dettes financières			Augmentation dettes financières		
TOTAL EMPLOIS	291 570 400	91 758 920	TOTAL RESSOURCES	292 352 988	91 874 847
RESSOURCE NETTE	782 588	115 927	EMPLOI NET		

Variation du fonds de roulement net global	Besoins (B)	Dégagements (D)	Solde N (D-B)	Solde N-1
VARIATIONS EXPLOITATION				
Variations des actifs d'exploitation				
- Stocks et en-cours				
- Avances et acomptes versés sur commandes				
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances				-561 401
Variations des dettes d'exploitation				
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
- Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes		48	48	-2 940
TOTAUX EXPLOITATION		48	48	-564 341
A VARIATION NETTE EXPLOITATION			48	-564 341
VARIATIONS HORS EXPLOITATION				
Variations des autres débiteurs	3 636 858		-3 636 858	3 557
Variations des autres créditeurs		2 577 986	2 577 986	653 301
TOTAUX HORS EXPLOITATION	3 636 858	2 577 986	-1 058 872	656 858
B VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION			-1 058 872	656 858
TOTAL [A+B] DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT			-1 058 824	92 518
VARIATIONS TRESORERIE				
Variations des disponibilités	25 889		-25 889	-27 589
Variations concours bancaires courants, soldes crédit. banque		302 124	302 124	-180 855
TOTAUX TRESORERIE	25 889	302 124	276 236	-208 444
C VARIATION NETTE TRESORERIE			276 236	-208 444
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL [A+B+C] : RESSOURCE NETTE			-782 588	-115 927

ROND POINT IMMOBILIER

Société par actions simplifiée au capital de 343.024.000 €
Siège Social : 9, Rond-point des Champs – Elysées - Marcel Dassault, 75008 Paris
RCS PARIS 408 129 963

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 8 JUIN 2022



PROJET DE RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de vote prévues à l'article 24.2 des statuts et sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 292.352.987,99 € de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur 400.054.316,55 €
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 292.352.987,99 €

Le bénéfice distribuable s'élevant ainsi à 692.407.304,54 €

Affectation proposée:

- A l'ensemble des associés, un dividende unitaire de 2,29 € par action, soit 98.190.620 €
- Au report à nouveau, le solde qui s'élève ainsi à 594.216.684,54 €.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les distributions de dividendes réalisées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action
Exercice clos le 31 décembre 2020	6,80 €
Exercice clos le 31 décembre 2019	2,14 €
Exercice clos le 31 décembre 2018	2,58 €

RESOLUTION VOTEE

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de vote prévues à l'article 24.2 des statuts et sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 292.352.987,99 € de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur 400.054.316,55 €
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 292.352.987,99 €

Le bénéfice distribuable s'élevant ainsi à 692.407.304,54 €

Affectation proposée:

- A l'ensemble des associés, un dividende unitaire de 2,29 € par action, soit 98.190.620 €
- Au report à nouveau, le solde qui s'élève ainsi à 594.216.684,54 €.

Le dividende sera mis en paiement le lundi 4 juillet 2022.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les distributions de dividendes réalisées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action
Exercice clos le 31 décembre 2020	6,80 €
Exercice clos le 31 décembre 2019	2,14 €
Exercice clos le 31 décembre 2018	2,58 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actions ayant le droit de vote (usufruitiers et pleins propriétaires).





61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX



63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ROND POINT IMMOBILIER

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

PricewaterhouseCoopers Audit
Société par actions simplifiée
Siège social : 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine
Cedex
Capital de 40 000 Euros – RCS Nanterre 348 058 165

ROND POINT IMMOBILIER

Société par actions simplifiée
RCS : Paris 408129963

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société ROND POINT IMMOBILIER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ROND POINT IMMOBILIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe a) de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les modalités d'évaluation et de dépréciation des immobilisations financières figurant à l'actif du bilan de votre société.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations ainsi que les informations fournies dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 20 mai 2022

PricewaterhouseCoopers Audit

Neuilly-Sur-Seine, le 20 mai 2022

Romain Maudry

Associé

Edouard Demarcq

Associé

ROND POINT IMMOBILIER SAS

**9 rond-point des Champs-Élysées
Marcel Dassault
75008 Paris**

Comptes annuels au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales-faits caractéristiques	8
Règles et méthodes comptables	9
Immobilisations	10
Provisions et dépréciations	11
Créances et dettes	12
Explication concernant certains postes du bilan	13
Charges à payer	14
Produits à recevoir	15
Composition du capital social	16
Variation des capitaux propres	17
Explications concernant certains postes compte de résultat	18
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	19

Engagements financiers et autres informations

Situation fiscale différée et latente	21
Liste des filiales et participations	22
Tableau de financement	23

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	5 990 598		5 990 598	2 353 741
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	54 651		54 651	28 763
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	6 045 250		6 045 250	2 382 503
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 087 432 209		1 087 432 209	1 083 769 463

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 343 024 000)	343 024 000	343 024 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	34 302 400	34 302 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	400 054 317	599 749 870
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	292 352 988	91 874 847
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 069 733 705	1 068 951 117
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 399 492	13 399 492
PROVISIONS	13 399 492	13 399 492
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	302 124	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 168	3 120
Dettes fiscales et sociales	2 693 720	315 734
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 300 000	1 100 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	4 299 012	1 418 854
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 087 432 209	1 083 769 463

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			1	1
PRODUITS D'EXPLOITATION			1	1
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			6 617	10 373
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			6 617	10 373
RESULTAT D'EXPLOITATION			-6 616	-10 373
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			296 271 337	93 179 047
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			10 349	3 741
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			296 281 685	93 182 787
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			296 281 685	93 182 787
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			296 275 069	93 172 415

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	3 922 081	1 297 568
TOTAL DES PRODUITS	296 281 686	93 182 788
TOTAL DES CHARGES	3 928 698	1 307 941
BENEFICE OU PERTE	292 352 988	91 874 847

Annexe

Informations générales-faits caractéristiques

INFORMATIONS GENERALES

La société ROND POINT IMMOBILIER a été constituée à l'origine, sous forme de société civile le 2 juillet 1996.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 19 décembre 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiées.

L'exercice a une durée de 12 mois.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a versé à ses actionnaires 291,6 M€ de dividendes prélevés sur son bénéfice distribuable.

Elle a par ailleurs perçu de sa filiale GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT un dividende de 296,3 M€.

La société a pour principal actif des titres de participation dans la société GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT, dont elle détient 59.32% du capital.

La société ROND POINT IMMOBILIER n'a, toutefois, pas à établir de comptes consolidés, tant en normes IFRS qu'en normes françaises, dans la mesure où elle ne contrôle pas la société GIMD compte tenu des règles de gouvernance en vigueur dans la société.

Impact de l'épidémie de Coronavirus

Les comptes au 31 décembre 2021 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié à la Covid-19 qui ne nous permet pas à ce stade de connaître l'impact définitif sur la marche de nos affaires. La crise sanitaire et les mesures prises pour lutter contre la Covid-19 continuent d'affecter les économies et les marchés du monde entier.

CHIFFRES DE L'EXERCICE

Total du bilan (euros) :	1 087 432 209 €
--------------------------	-----------------

Résultat net comptable (euros) :	292 352 988 €
----------------------------------	---------------

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont établis conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Générale, dans sa version en vigueur au 31 décembre 2021.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond à la valeur probable de réalisation ou à la valeur d'utilité.

b) Créances

Les créances sont comptabilisées pour la valeur nominale. Une provision est constituée en cas de difficulté de recouvrement.

c) Impôts différés

La société applique la méthode de l'impôt différé.

L'impôt différé relatif aux plus-values d'échange de titres de participation intervenus antérieurement au niveau de GIMD, est comptabilisé en provision pour impôts.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois sur l'exercice 2002, le changement de méthode a été calculé à cette date de manière rétrospective.

Depuis lors, la provision pour impôts est actualisée en cas de changement des modalités d'imposition des plus-values à long terme, en sursis, dans la société.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 081 386 959		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 081 386 959		
TOTAL GENERAL	1 081 386 959		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 081 386 959	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 081 386 959	
TOTAL GENERAL			1 081 386 959	

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	13 399 492			13 399 492
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	13 399 492			13 399 492
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	13 399 492			13 399 492
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses				
Groupe et associés		5 990 598	9 198	5 981 401
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL GENERAL		5 990 598	9 198	5 981 401
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine		302 124	302 124		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		3 168	3 168		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat : impôt sur les bénéfices		2 693 720	2 693 720		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée					
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		1 300 000	1 300 000		
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL GENERAL		4 299 012	4 299 012		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

**Explication concernant certains
postes du bilan****CREANCES**

Elles sont constituées des avances en compte courant consenties à la société Groupe Industriel Marcel Dassault pour 5 981 401 € et des intérêts courus à percevoir pour 9 198 €.

DETTES

Elles représentent essentiellement les liquidités avancées par la société Groupe Industriel Marcel Dassault dans le cadre d'une convention de trésorerie pour 1 300 000 €.

Charges à payer

Libellé	31/12/2021
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
FOURNISSEURS/FACT. NON PARVENUES	3 168,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	3 168,00
TOTAL CHARGES A PAYER	3 168,00

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2021
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
DEBITEURS DIVERS : PROD. A RECEVOIR	9 197,91
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	9 197,91
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	9 197,91

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	42 878 000			8

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 068 951 117
Distributions sur résultats antérieurs		291 570 400
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		777 380 717
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		292 352 988
	SOLDE	292 352 988
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		1 069 733 705

**Explications concernant certains
postes compte de résultat****PRODUITS FINANCIERS :**

Les produits financiers correspondent :

- Aux intérêts se rapportant à la convention d'avance en compte courant conclue avec la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 10 349 €.
- Aux dividendes reçus de la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 296 271 337 €.

HONORAIRES :

Les honoraires des Commissaires aux Comptes certifiant les comptes de ROND POINT IMMOBILIER au 31 décembre 2021 comptabilisés en charges sur l'exercice 2021 sont de 3 168€ pour Mazars et PWC.

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	296 275 069	3 922 081	292 352 988
RESULTAT COMPTABLE	296 275 069	3 922 081	292 352 988

Engagements Financiers et Autres Informations

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	

IMPOT DU SUR : Quote-part de frais et charges résultant des plus values nettes d'échange de titres de participation du secteur exonéré, CREDIT A IMPUTER SUR : Déficits reportables Moins-values à long terme	13 399 492
SITUATION FISCALE LATENTE NET	13 399 492

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT	512 851 968 4 045 612 661	59 296 271 337	1 081 386 959 1 081 386 959	5 981 400	18 732 896 180 484 819
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AUTRES PARTICIPATIONS					

Tableau de financement

Emplois	Exercice N	Exercice N-1	Ressources	Exercice N	Exercice N-1
Distributions mises en paiement en cours d'exercice	291 570 400	91 758 920	Capacité d'autofinancement de l'exercice	292 352 988	91 874 847
Acquisitions élmts actif immob.			Cessions élmts actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles			- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles			- Immobilisations corporelles		
- Immobilisations financières			- Immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Augmentation capitaux propres		
Réduction capitaux propres			- Capital ou apports		
			- Autres capitaux propres		
Remboursst dettes financières			Augmentation dettes financières		
TOTAL EMPLOIS	291 570 400	91 758 920	TOTAL RESSOURCES	292 352 988	91 874 847
RESSOURCE NETTE	782 588	115 927	EMPLOI NET		

Variation du fonds de roulement net global	Besoins (B)	Dégagements (D)	Solde N (D-B)	Solde N-1
VARIATIONS EXPLOITATION				
Variations des actifs d'exploitation				
- Stocks et en-cours				
- Avances et acomptes versés sur commandes				
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances				-561 401
Variations des dettes d'exploitation				
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
- Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes		48	48	-2 940
TOTAUX EXPLOITATION		48	48	-564 341
A VARIATION NETTE EXPLOITATION			48	-564 341
VARIATIONS HORS EXPLOITATION				
Variations des autres débiteurs	3 636 858		-3 636 858	3 557
Variations des autres créditeurs		2 577 986	2 577 986	653 301
TOTAUX HORS EXPLOITATION	3 636 858	2 577 986	-1 058 872	656 858
B VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION			-1 058 872	656 858
TOTAL [A+B] DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT			-1 058 824	92 518
VARIATIONS TRESORERIE				
Variations des disponibilités	25 889		-25 889	-27 589
Variations concours bancaires courants, soldes crédit. banque		302 124	302 124	-180 855
TOTAUX TRESORERIE	25 889	302 124	276 236	-208 444
C VARIATION NETTE TRESORERIE			276 236	-208 444
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL [A+B+C] : RESSOURCE NETTE			-782 588	-115 927